



Déclaration préalable de la CGT Éduc'action 53 au CSAD du jeudi 27 juin 2024

Madame la directrice académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSAD

Cette instance se tient dans un contexte politique particulier que nous pouvons difficilement ignorer. L'extrême droite a atteint un record lors des élections européennes du 9 juin dernier. C'est à la fois avec tristesse et colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années : la réalité de la vie des travailleuses et travailleurs de ce pays, des jeunes, des privé·es d'emploi, des retraité·es, a émergé difficilement dans un débat politique qui a tourné en boucle autour des thèmes imposés par l'extrême droite. Celle-ci, après la décision irresponsable du président de la République se retrouve aux portes du pouvoir, selon un calcul politique au mieux irrationnel, au pire malsain.

Le gouvernement et le président portent une lourde responsabilité sur la perte de sens du débat politique et la banalisation des idées d'extrême droite. Le mépris du président, des ministres et des élu·es de l'actuelle majorité, pour la population de ce pays, s'est manifesté tout au long du premier quinquennat, et n'a guère changé, loin s'en faut ces deux dernières années, dans les paroles comme dans les actes. La volonté d'ignorer les corps intermédiaires qui relayent les préoccupations des salarié·es et de la population notamment les organisations syndicales en est l'illustration.

Il est de notre responsabilité de dire que la politique de régression sociale, en soutien permanent du patronat, porte en conscience la responsabilité de la montée de l'extrême droite.

À l'opposé, la CGT porte une histoire de luttes contre l'extrême droite et affirme des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salariés, par-delà leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

Avant comme après les élections, la CGT s'opposera aux reculs sociaux et construira avec les travailleurs et les travailleuses les luttes nécessaires à la défense de leurs intérêts et nous rappelons ici solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite qui font porter un danger sans précédent sur l'Éducation.

Qu'on ne s'y trompe pas ! L'extrême-droite s'est toujours opposée frontalement aux luttes syndicales collectives, par exemple celles menées pour nos retraites ou dans l'Éducation, contre l'école du tri social (choc des savoirs) qu'elle approuve et pour des moyens à la hauteur de nos besoins.

En ce qui concerne l'Éducation, l'inflation et la faiblesse de nos salaires ne font qu'ajouter à la colère de la profession. Les mesures comme le pacte ou autres primes n'ont pas répondu à l'urgence de la situation, et la logique de notre ministère ne change pas : il s'agit de travailler plus pour perdre moins !

Depuis des mois la CGT Éduc'action martèle son opposition au « Choc des savoirs » et à sa mesure emblématique des groupes de niveaux au collègue.

La parution du décret n'y a rien changé. Nous ne voulons pas d'une mesure qui change profondément le sens de nos métiers en organisant un séparatisme scolaire et social. Refus du tri, de l'orientation précoce, d'une évaluation permanente et standardisée, des manuels labellisés et du brevet comme barrière pour accéder au lycée : personnels, familles et élèves sont uni·es et déterminé·es pour y porter un coup d'arrêt.

La CGT Éduc'action n'acceptera pas que les collègues qui s'emparent de leur liberté pédagogique pour refuser le tri des élèves, soient recadrés par les directions académiques et les corps d'inspections.

Au regard des annonces sur le manque d'enseignant·es à la rentrée et les postes non-pourvus dans le 2nd degré dans notre académie comme dans d'autres, nous ne pouvons qu'être inquiets sur les conditions de

rentrée pour les personnels et pour les élèves. Encore un signe que le « choc d'attractivité » ne fait pas recette.

Par ailleurs, cette pénurie a un impact délétère sur les personnels, avec en Mayenne comme ailleurs la multiplication des services partagés, dont l'organisation est de plus en plus opaque. Des postes sont gelés et ne permettent donc pas d'y installer durablement des titulaires. On continue plus que jamais de charger les classes plutôt que de créer des postes. Mais c'est un choix politique de considérer que l'Éducation est un coût, une charge. À la CGT Educ53 nous considérons qu'il s'agit d'un investissement.

Enfin, un point concernant les dispositifs ULIS.

Les représentants des personnels du lycée Robert Buron ont été reçus en audience le 9 avril 2024 sur la mise en place d'une 4^{ème} ULIS. Les collègues intervenants dans les 3 ULIS existantes, le représentant des personnels présent ainsi que le chef d'établissement ont exposé leurs nombreuses réserves et leur opposition face à l'installation de cette 4^{ème} ULIS. Le 18 avril, les élu.es ont déposé, lu et mis au vote une motion au CA, cette dernière a été adoptée à l'unanimité des 15 présent.es (enseignant.es, parents d'élèves, élèves, direction ...). Le 19 avril, notre secrétaire générale départementale vous a transféré cette motion pour réponse. La 4^{ème} ULIS est finalement implantée, et aucune réponse n'a été apportée à cette motion.

Cette décision brutale a été prise contre l'avis unanime des personnels, parents d'élèves et élèves. Les personnels du lycée considèrent cela comme un mépris profond de leur expertise liée à l'inclusion scolaire, de leur professionnalisme et du respect des instances.

Nous concluons par nos remerciements aux salarié·es de la DSDEN qui subissent également les restrictions budgétaires, la dégradation de leurs conditions de travail avec le dogme « faire toujours mieux et plus avec moins de moyens » et les injonctions verticales, des calendriers intenable sur le terrain impactent fortement le bien être au travail et le sens du métier.